

Université d'été du CADTM

La Marlagne – Namur – Belgique

29 juin 2013



Islande

Remise en cause de la dette : spécificités et limites

La crise en Islande :

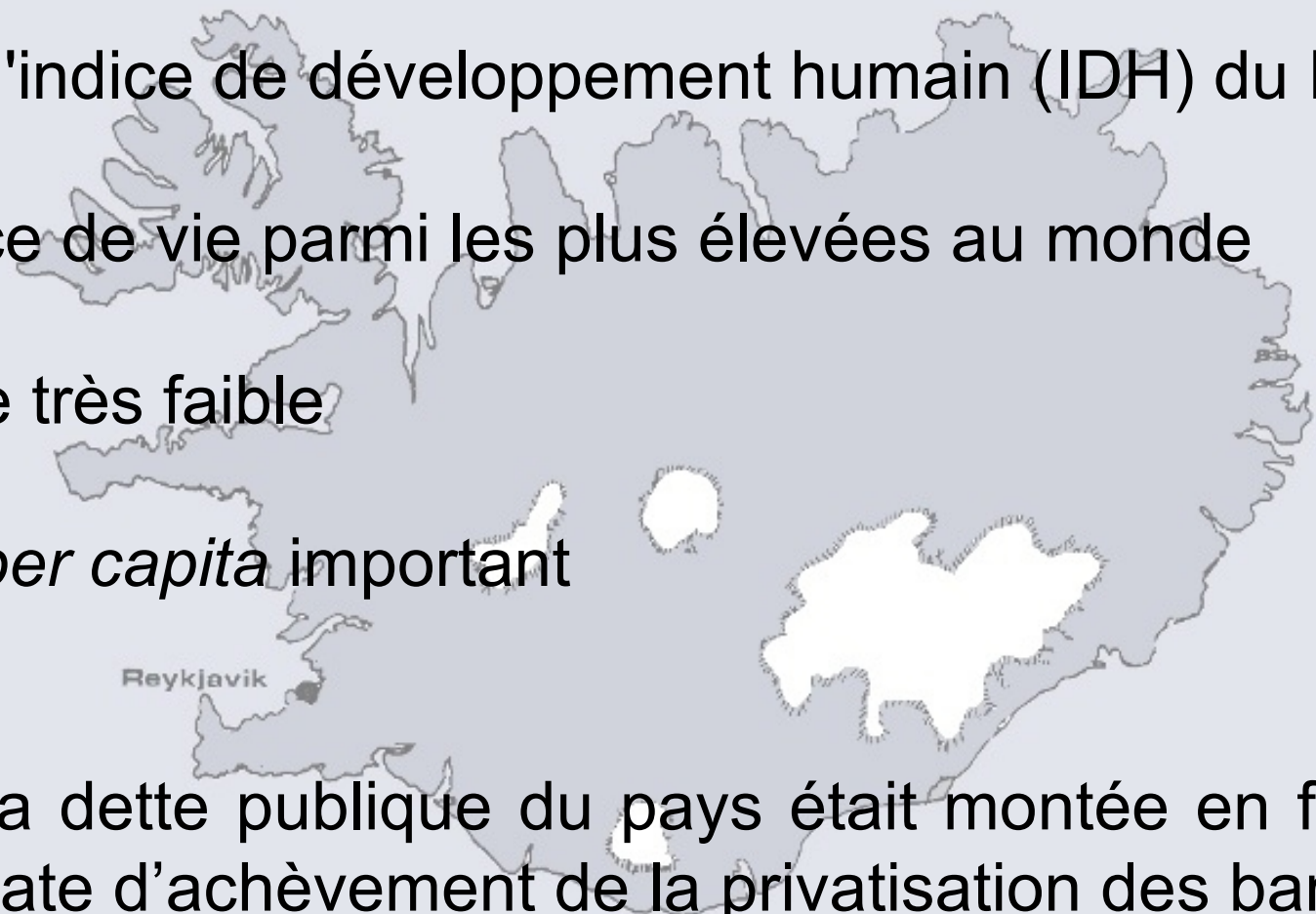
- ✓ Premier pays en Europe touché par la crise bancaire
- ✓ Augmentation de la dette publique depuis 2003
- ✓ Intervention FMI
- ✓ L'affaire " Icesave "
- ✓ La contestation de la population
- ✓ Effets sur la population



(Projet de constitution, adhésion à l'Union européenne)

L'Islande en 2007

- ✓ 1er pour l'indice de développement humain (IDH) du PNUD
- ✓ Espérance de vie parmi les plus élevées au monde
- ✓ Chômage très faible
- ✓ Revenu *per capita* important



Reykjavik

Pourtant, la dette publique du pays était montée en flèche à partir de 2003, date d'achèvement de la privatisation des banques

1980 Révolution néolibérale des années Reagan-Thatcher

Dérégulation du système financier avec libre circulation des capitaux

1999 - 2003

Le gouvernement islandais privatise le secteur bancaire; les trois grandes banques islandaises occupent 85% du marché bancaire intérieur : Kaupthing, Glitnir et Landsbanki

En moins de trois ans et au bout d'une gestion totalement spéculative, elles se sont trouvées avec un passif cumulé 7 x PIB



KAUPPING

GLITNIR

Smart Banking



Landsbankinn

2003

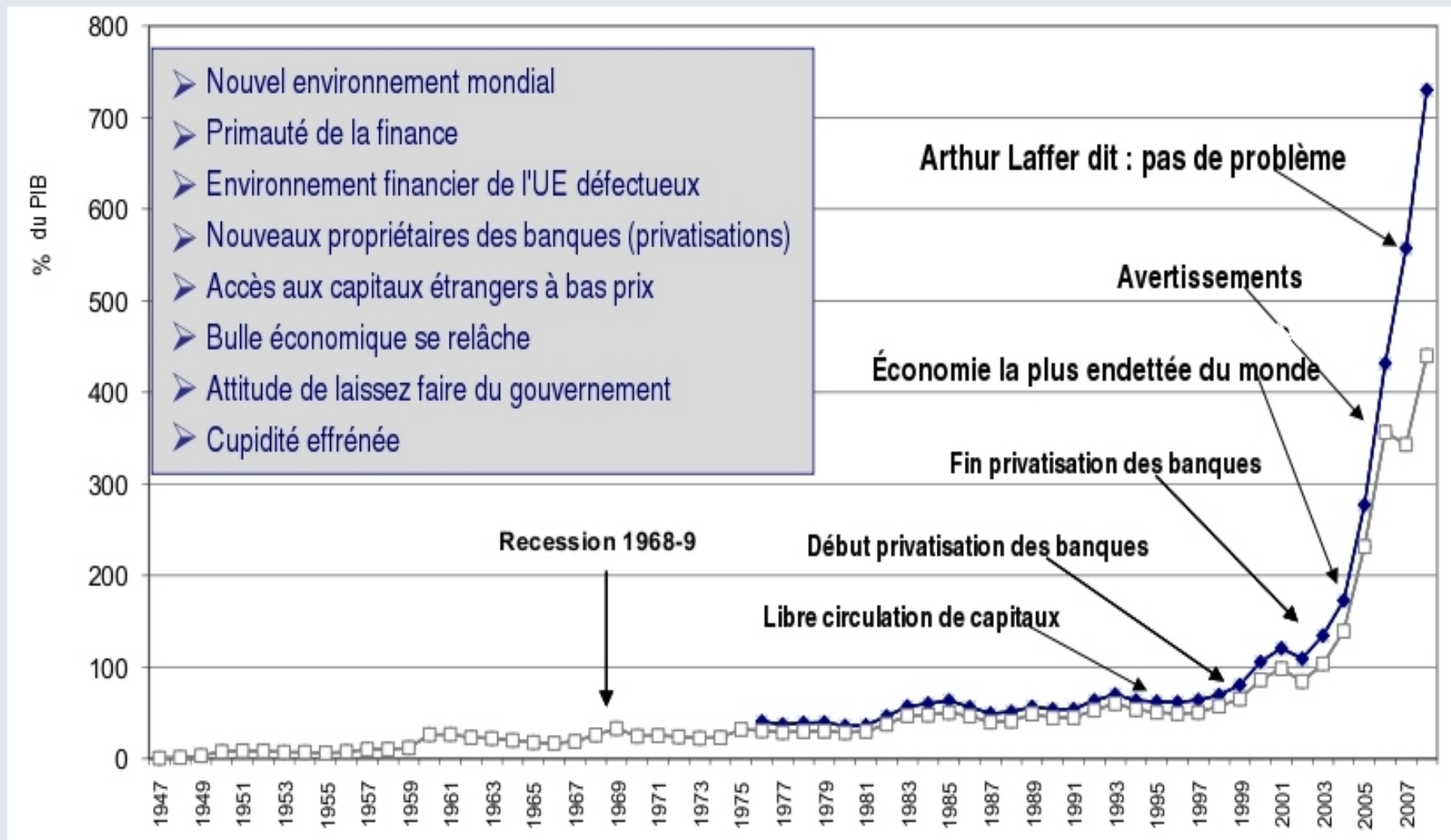
- ✓ augmentation importante de la dette à court terme
- ✓ le déficit courant est de 5 % du PIB

2006 Première alerte : Fitch annonçait la dégradation de la dette publique islandaise, situation comparable à celle de la Thaïlande en 1997 ou de la Turquie en 2000

Le déficit courant bondit à 20 %, l'un des niveaux les plus élevés du monde

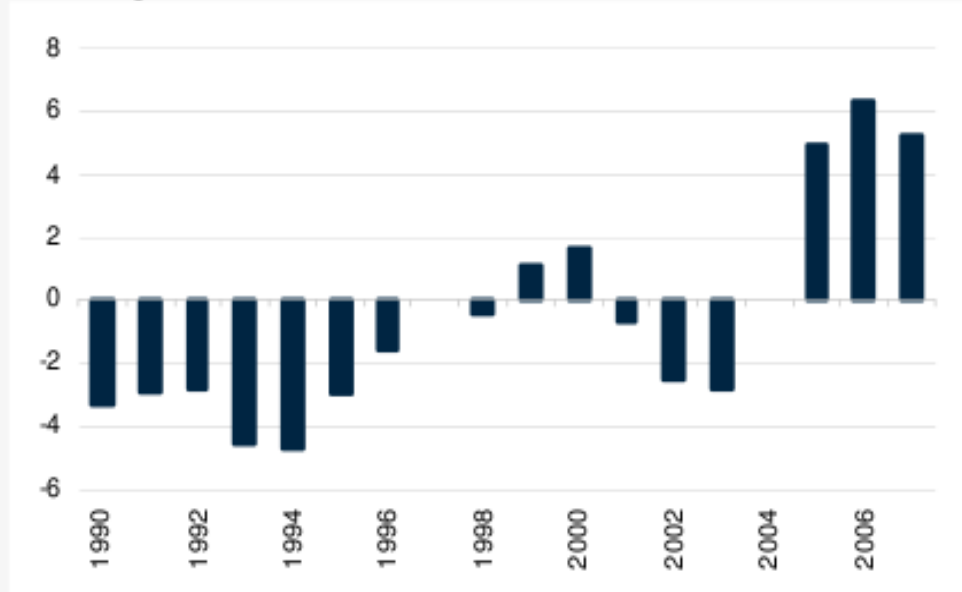
Les trois principales banques islandaises (Kaupthing, Glitnir et surtout Landsbanki à travers sa filiale Icesave), ont trouvé leur place dans le monde de la grande finance (Londres, Luxembourg...) et participent au marché des produits financiers hautement spéculatifs

Dettes extérieures brutes de l'Islande entre 1947 et 2008, en % du PIB

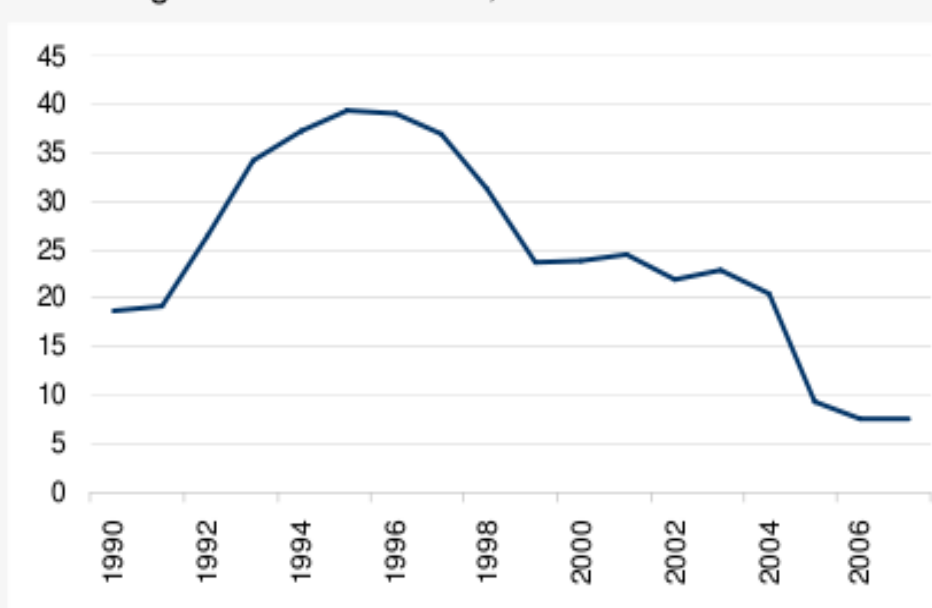


La courbe haute indique l'évolution de la dette extérieure totale
La courbe basse ne concerne que la dette extérieure à long terme

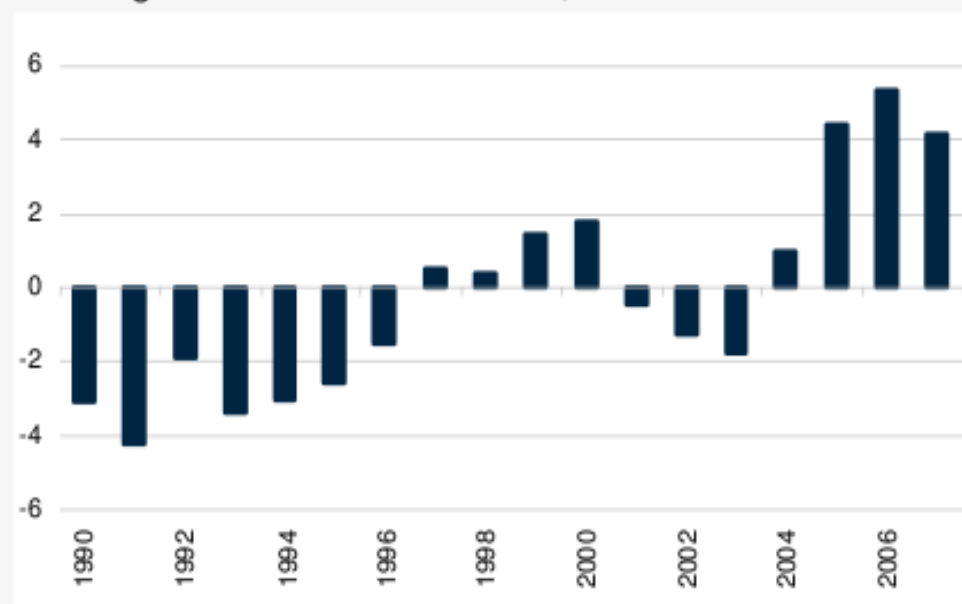
General government fiscal balance, % of GDP



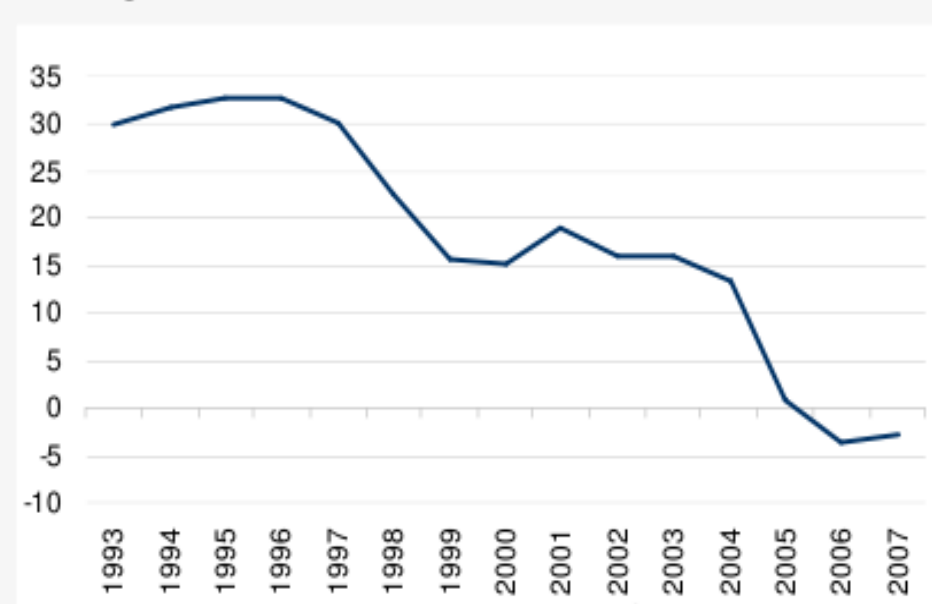
General government net debt, % of GDP



Central government fiscal balance, % of GDP



Central government net debt, % of GDP



Source: Ministry of Finance

2008 : la crise

Suite à la crise des subprimes... les banques islandaises ne trouvent plus de financement sur les marchés financiers

29 sept 2008 : Glitnir tombe en premier et demande l'aide à la BCI
L'État prend le contrôle de 75% pour ISK 600 Mds

6 octobre 2008 : Kaupthing et Landsbanki suivent

L'État n'a pas les moyens de les renflouer, il estime qu'elles sont trop grandes pour être sauvées (*too big to rescue*), leurs passifs combinés ne peuvent être garantis

Loi d'urgence financière

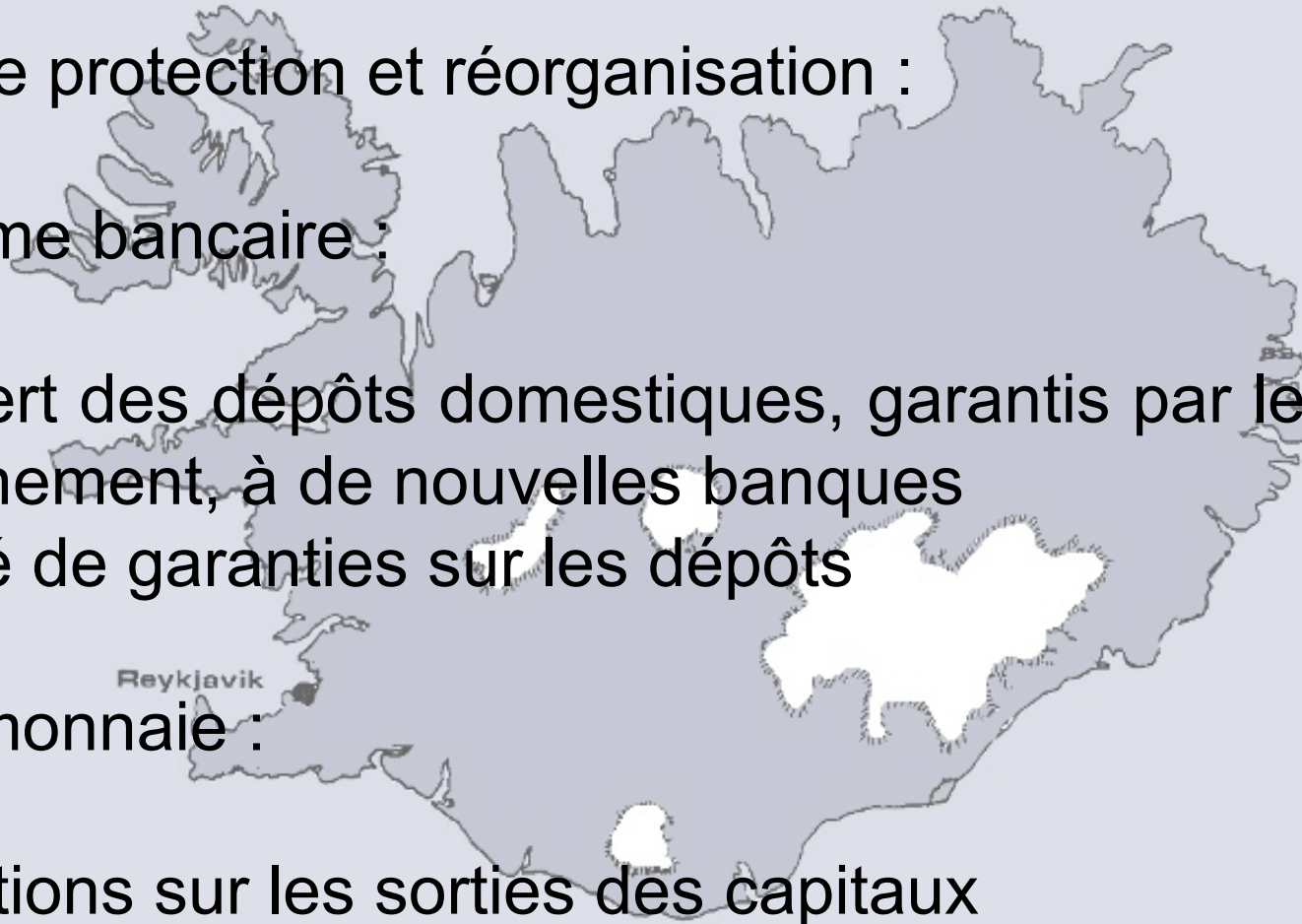
Mesures de protection et réorganisation :

→ du système bancaire :

- ✓ transfert des dépôts domestiques, garantis par le gouvernement, à de nouvelles banques
- ✓ priorité de garanties sur les dépôts

→ et de la monnaie :

- ✓ restrictions sur les sorties des capitaux



L'arrivée du FMI



24 octobre 2008 : le FMI fait son retour en Europe de l'ouest avec un accord de prêt de **\$2,1 Mds**, sur deux ans = un versement immédiat de 830 millions de dollars + 8 tranches de 160 millions de dollars.

L'Islande devra trouver quatre milliards supplémentaires provenant d'autres pays.

Le FMI demande la recapitalisation rapide des banques estimant le coût à 20% PIB.

Comme toujours avec le FMI, l'Islande devra appliquer un "programme de redressement", cure d'austérité, équivalent des plans d'ajustement structurel (PAS) que les pays du Sud connaissent bien depuis 40 ans.

Les banques

Trois banques ont été principalement impliquées dans la crise économique de l'Islande de 2008.



Cinq ans après les avoir privatisées, le gouvernement islandais les renationalise par tranches jusqu'en février 2009.

Comme prévu (exigé par le FMI), Glitnir et Kaupþing sont rapidement recapitalisées en juillet 2009. Landsbankinn divisée en deux : partie domestique nationale et l'autre en liquidation.

L'affaire



Après la mini-crise de 2006, les agences de notation font pression pour que les banques diversifient leurs bases de financement. Elles ont alors élargi leurs activités à l'étranger, entraînant une augmentation de leurs propres réserves, proposant aux ménages islandais des prêts alléchants, toujours indexés sur les devises fortes.

Puis elles ont continué à placer le reste de leurs réserves dans des produits financiers étrangers divers, y compris ceux qui se montreront les plus risqués.

Landsbanki, à travers ses branches *Icesave*, propose alors des comptes courants en devises étrangères, rémunérés, notamment au Royaume-Uni (**octobre 2006**) et aux Pays-Bas (**mai 2008**).

Le 6 octobre 2008

Landsbanki, se trouvant dans l'incapacité de financer ses opérations, ferme l'accès aux fonds de ses clients.

Pour éviter une panique bancaire, les gouvernements britannique et hollandais acceptent de dédommager leurs détenteurs de comptes (400 000) dans les banques islandaises.*

Mais ils présentent la facture à l'Islande : 3,8 Mds d'euros (2,6 pour le Royaume-Uni et 1,2 pour les Pays-Bas) !

Commencent des négociations entre les 3 pays afin de trouver un accord.

* Le Royaume-Uni gèle les avoirs des banques islandaises et met l'Islande dans la liste des pays « terroristes » (le pays sera retiré de cette liste le 15 juin 2009).

Casserolades

Rapidement, les Islandais, en colère, protestent devant la banque centrale puis, tous les samedis, devant le parlement, avec des casseroles, ustensiles de cuisine, jets d'oeufs...

Ils demandent la démission du gouvernement et du gouverneur de la banque centrale.



Changement de gouvernement

Janvier 2009, sous cette pression, le Premier ministre annonce la tenue d'élections anticipées pour le 9 mai.

Les Islandais ne se satisfont pas de cette proposition et le 24 janvier, réclament le départ du gouvernement.

Deux jours plus tard, le Premier ministre annonce la démission immédiate de son gouvernement.

25 avril 2009, élections législatives : une coalition "de gauche", formée par le Parti social-démocrate et le Parti gauche-verts, arrive à la tête du pays.

Icesave : la population refuse de payer

30 décembre 2009, l'Althingi (Parlement islandais) vote la loi dite "Icesave" qui entérine le remboursement de 3,8 milliards d'euros au Royaume-Uni et aux Pays-Bas.

La population manifeste à nouveau son désaccord par une pétition et plusieurs jours de "casserolades" devant le parlement.

Le Président ne signe pas la loi et envoie à un référendum

6 mars 2010, référendum : avec une forte mobilisation, 93% des Islandais rejettent l'accord.

Les Ministères des Finances des trois pays concernés (Islande, Royaume-Uni et Pays-Bas) reprennent les négociations.

Pendant ces négociations, le FMI fait pression en bloquant la 3ème tranche de son prêt (débloquée le 9 avril).

Icesave : nouvel accord

8 décembre 2010 : nouvel accord avec Londres et La Haye, supposé plus “acceptable”.

Le taux d'intérêt 3,3% pour la part britannique et 3% pour la part hollandaise, au lieu de 5,5%, et la durée de remboursement allongée de huit à trente ans (entre 2016 à 2046, au lieu de 2024).

16 février 2011 : les termes du nouvel accord sont débattus devant l'Althingi et **votés**.



20 février : suite à une nouvelle pétition et des manifestations, le Président de la République décide à nouveau l'organisation d'un référendum populaire.

Encore NON !

9 avril 2011, référendum : les Islandais refusent pour la deuxième fois, à près de 60%, de payer pour les erreurs de ceux qui ont conduit leur pays vers l'abîme.

Londres et La Haye, " *très déçus* ", reprendront la procédure judiciaire devant l'Autorité de surveillance de l'Association européenne de libre-échange (AELE).

Selon le ministre néerlandais des Finances : « *Le temps des négociations est terminé, l'Islande demeure dans l'obligation de rembourser, la question relève désormais des tribunaux* ».

Le gouvernement islandais annonce : « *Le résultat du référendum n'affectera pas le début des versements par la société Landsbanki Islands hf [maison-mère d'Icesave] aux créanciers prioritaires - y compris les autorités britanniques et néerlandaises.* »

Juin 2011

L'AELE met en demeure le gouvernement islandais de régler les 3,8 milliards d'euros réclamés par les gouvernements britannique et néerlandais, sous 3 mois ou bien de subir les poursuites judiciaires.

Déroulement du processus au tribunal de l'AELE...

A light gray map of Iceland is centered on the page. The landmass is shown in white, with the surrounding sea in light gray. The capital, Reykjavik, is marked with a small black dot and labeled. The map is partially obscured by the text blocks.

Reykjavik

9 juin 2012

L'Islande revient sur les marchés avec un emprunt obligataire (\$1Md) sur cinq ans. Cette opération est la première pour l'île depuis la crise financière et sa quasi faillite en novembre 2008.


Le FMI a débloqué la sixième tranche de 155M €.

"L'Islande continue de sortir de la crise", notait alors le FMI pour qui le pays a fait *"des progrès considérables dans le cadre du programme de réformes soutenus par le Fonds"*.

L'agence de notation Fitch relève la perspective de la note de l'Islande, BB+, passant de stable à positive.

La cour de l'AELE juge en faveur de l'Islande

28 janvier 2013

- 
- A light gray map of Iceland is centered in the background. The capital, Reykjavik, is labeled in the southwest. The map shows the main island and several smaller islands to the west and south.
- ✓ Le gouvernement Islandais n'était **pas** dans l'obligation de financer les garanties des dépôts des dépositaires " Icesave " en PB et RU. L'obligation est **uniquement** de créer le dispositif.
 - ✓ L'Islande n'avait pas fait de discrimination contraire à la Directive EEE (Espace économique européen) et son article 4.

Paragraphe 167 du jugement « Icesave » de l'AELE

"Un point additionnel à considérer est mentionné dans le récit 16 du préambule de la directive. Ici, la législature européenne dit qu'il ne serait pas approprié d'imposer un niveau de protection "qui aurait, dans certain cas, pour effet d'encourager une gestion hasardeuse des institutions de crédit".

Ceci fait référence au concept de hasard moral. Dans la littérature économique, la leçon de hasard moral a été décrite par les mots "moins c'est plus". Le Professeur Joseph E. Stiglitz l'a formulé comme suit: "Plus la couverture d'assurance d'un risque est bonne, moins il y a incitation pour les individus à éviter le risque couvert parce qu'ils supporteront moins les conséquences de leurs actions". ("Risk, Incentives and Insurance: The Pure Theory of Moral Hazard", The Geneva Papers on Risk and Insurance, 8 (No 26, January 1983), 4, at p. 6.) "


Poursuites

- ✓ 1 février 2009 : Olafur Thor Hauksson est nommé procureur spécial (enquêteur **et** procureur) + lever du secret bancaire
- ✓ 24 avril 2010 : Geir Haarde, l'ancien premier ministre, reconnu coupable de "négligence" dans la gestion de la crise financière est néanmoins relaxé
- ✓ Inculpation de plusieurs directeurs et responsables de banques (Landsbanki, Kaupthing, Glitnir, Byr... pour fraudes et délits d'initiés)
- ✓ Le procureur spécial a annoncé que 200 personnes pourraient être inculpées

La population

- ✓ Dévaluation 50% : prix élevés du fait de l'importation des biens de première nécessité.
- ✓ Baisse des salaires : salaires réduits en numéraire et du fait de la dévaluation de la monnaie (perte de pouvoir d'achat 50%)
- ✓ Population déjà très endettée avant la crise (240% du salaire brut). Crédits immobiliers impayables; malgré beaucoup de promesses, électorales parmi d'autres, la question du sur-endettement des ménages n'est pas encore réglée.
- ✓ Détérioration de la caisse pour le logement.

La population

- ✓ Chômage, mai 2013 : 4,3% dans un pays où il n'y en avait pas avant la crise.
 - ✓ Forte émigration, notamment vers la Norvège pour du travail
 - ✓ Mesures d'austérité (fermetures hôpitaux, baisses retraites, augmentation de la pauvreté...)
 - ✓ Inflation ramenée à un niveau plus courant après être passée par une période à deux chiffres.
 - ✓ Mesures de contrôle des capitaux toujours en place.
- 
- A light gray map of Iceland is positioned in the background of the text. The map shows the main island and several smaller islands. The capital, Reykjavik, is labeled in the southwest. The map is semi-transparent, allowing the text to be read over it.

Spécificités

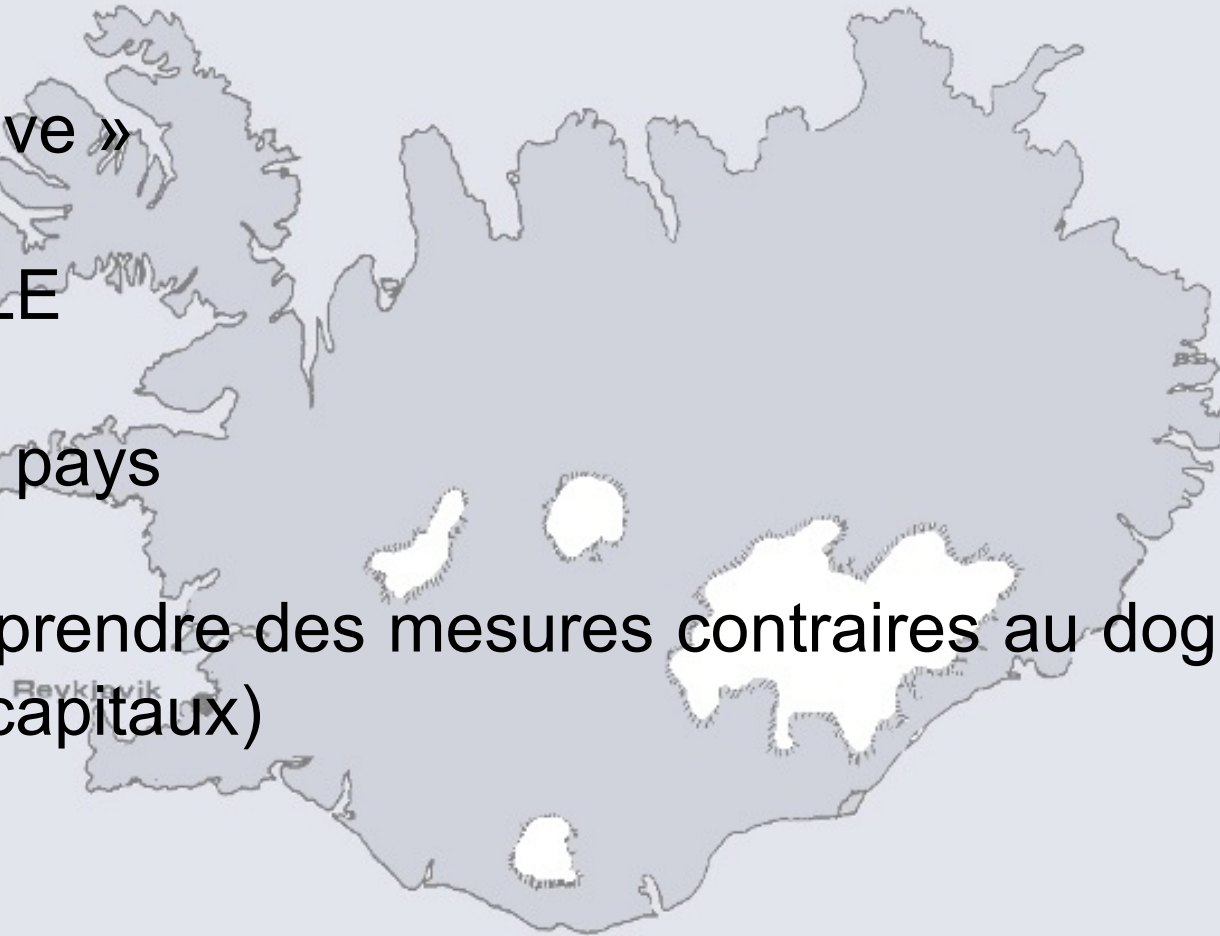
Affaire « Icesave »

Jugement AELE

Petite taille du pays

Obligation de prendre des mesures contraires au dogme néolibéral
(contrôle des capitaux)

FMI le retour



Limites

Le gouvernement de gauche a continué à vouloir s'accommoder avec la communauté et la finance internationales contre l'intérêt et les souhaits de la population.

Révolution ? La population islandaise, par ses protestations, a réussi à faire démissionner le gouvernement et a refusé de payer la dette des banques. Cependant, les Islandais restent liés à la société de consommation et ont remis au pouvoir ceux qui les ont amenés dans la crise.

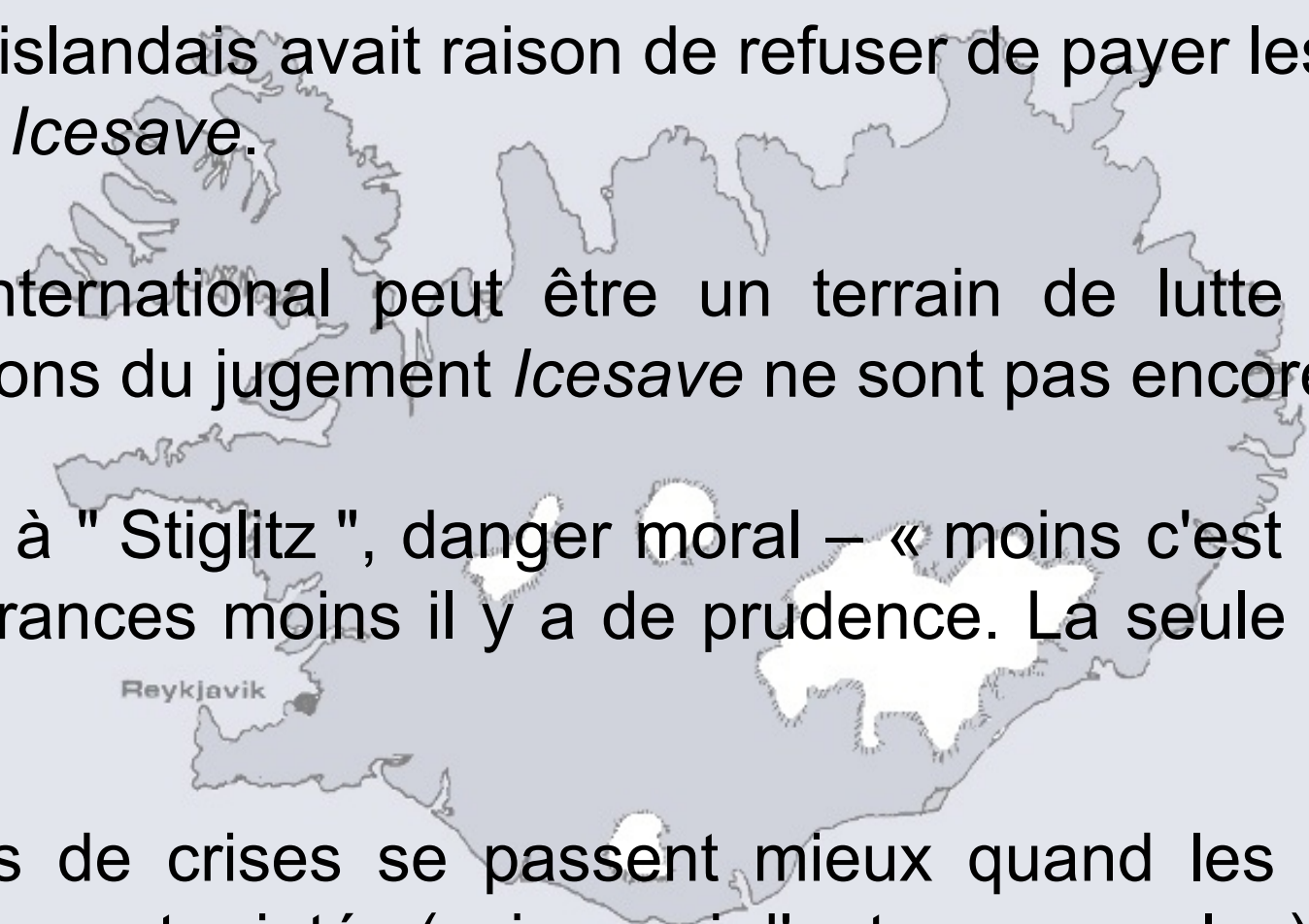
Leçons

Le peuple islandais avait raison de refuser de payer les pots cassés de l'affaire *Icesave*.

Le droit international peut être un terrain de lutte propice. Les répercussions du jugement *Icesave* ne sont pas encore mesurées.

Référence à " Stiglitz ", danger moral – « moins c'est plus ». Plus il y a d'assurances moins il y a de prudence. La seule citation **extra** judiciaire

Les sorties de crises se passent mieux quand les dogmatismes néolibéraux sont rejetés (voir aussi d'autres exemples).

A light gray map of Iceland is centered in the background. The capital, Reykjavik, is marked with a small black dot and labeled in a small, dark font. The map shows the country's distinctive shape with its numerous fjords and peninsulas.

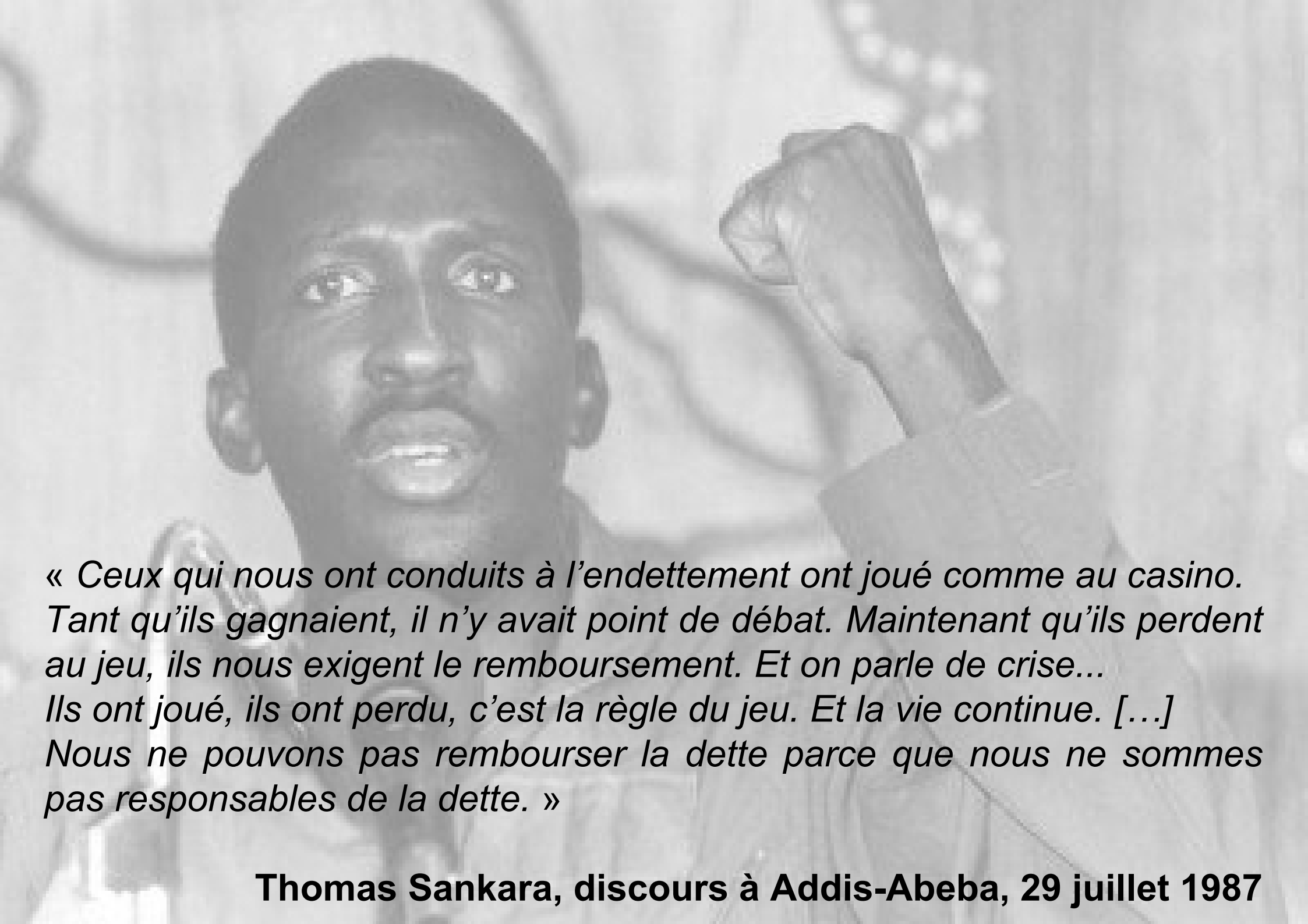
Reykjavik

Remarques

Les relations entre l'Islande et le FMI sont très bonnes : remboursements en avance, complicité bien établie.

En juin 2012, l'Islande est revenue sur les marchés financiers avec un emprunt réussi de \$1 Md sur 10 ans. Le produit de cette émission, ajouté à des sommes venues des réserves, a été utilisé pour payer d'avance des échéances 2013 et 2014 dues au FMI et à des partenaires nordiques. Autrement dit, la dette de l'Islande se transfère vers les marchés financiers.

La banque centrale d'Islande vise un taux d'inflation de 2,5% pour 2014. Ce sont les mêmes objectifs qu'on voit partout ailleurs. Le nouveau gouvernement a fait des promesses quant à l'allègement de la dette des ménages. À suivre...



« Ceux qui nous ont conduits à l'endettement ont joué comme au casino. Tant qu'ils gagnaient, il n'y avait point de débat. Maintenant qu'ils perdent au jeu, ils nous exigent le remboursement. Et on parle de crise... Ils ont joué, ils ont perdu, c'est la règle du jeu. Et la vie continue. [...] Nous ne pouvons pas rembourser la dette parce que nous ne sommes pas responsables de la dette. »

Thomas Sankara, discours à Addis-Abeba, 29 juillet 1987

A world map where landmasses are colored in orange and grey. The orange areas include North America, South America, Europe, and parts of Africa and Asia. The grey areas include Greenland, Iceland, and parts of Europe and Asia. The text is overlaid on the map.

Université d'été du CADTM

La Marlagne – Namur – Belgique

29 juin 2013

Merci